



## ECO FLASH

### PEFA, le système d'évaluation de la gestion des finances publiques

Les objectifs de développement et de réduction de la pauvreté dans notre pays ne peuvent être atteints que par une gestion rigoureuse et performante des finances publiques et répondant aux standards internationaux. La méthodologie PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) a été développée en 2005 puis actualisée en 2011. Actuellement, cette méthodologie a muté vers une nouvelle version depuis février 2016. Cette méthodologie repose sur une série d'indicateurs pertinents qui permettent d'évaluer le système et les processus de gestion des finances publiques ainsi que la transparence des données des finances publiques. Elle évalue également l'ensemble du cycle budgétaire. Cette méthodologie s'inscrit dans une démarche vertueuse impliquant les autorités togolaises ainsi que les partenaires techniques et financiers et qui aboutit à la photographie du système des finances publiques et à la mesure de sa performance. C'est un précieux outil qui aide les autorités à élaborer ou à actualiser leur programme de réforme en vue de maintenir la discipline budgétaire, de promouvoir une allocation stratégique des ressources publiques et d'assurer une prestation efficace des services publics par une utilisation optimale des ressources publiques. Il convient de préciser que le Togo est le premier pays au monde à avoir réalisé l'évaluation des finances publiques suivant la nouvelle méthodologie PEFA de 2016. La première évaluation du système des finances publiques a été réalisée en 2008 et a porté sur les données de 2005, 2006 et 2007. Cette évaluation a été réalisée après la reprise en 2008 de la coopération économique et financière avec la communauté internationale. Elle a permis aux autorités togolaises d'élaborer une stratégie de réforme en 2010 assortie d'un plan d'actions. De nouveaux enjeux en matière de modernisation de la gestion des finances publiques sont pris en compte par la nouvelle méthodologie, notamment les directives portant cadre harmonisé de gestion des finances publiques au sein des Etats membres de l'UEMOA. Les résultats issus de cette évaluation montrent une amélioration de la performance de la gestion des finances publiques par rapport aux résultats de 2008. Néanmoins, le gouvernement va poursuivre et accentuer les réformes pour prendre en compte les recommandations qui seront issues des discussions sur les résultats de la nouvelle méthodologie PEFA. Beaucoup d'acteurs socioéconomiques et des médias seront également renforcés afin de jeter les bases pour l'actualisation du plan d'actions de la gestion des finances publiques dont la finalité serait de le conduire à un niveau de qualité conforme aux standards internationaux de la gestion axée sur les résultats et la performance. L'Union Européenne (UE), la Banque Africaine de Développement (BAD) ont financé cette évaluation ainsi que la Banque Mondiale (BM) pour l'évaluation PEMFAR 2015.

### La capitale Lomé se connecte à l'Exagone New York via Lomé (dimanche, mardi et vendredi) par semaine avec Ethiopian Airlines



Depuis dimanche le 03 juillet, le vol Ethiopian Airlines de News-York via Lomé est devenu possible à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema. En présence du Premier ministre togolais Klassou Selom, de Mme Hrahel Assefa la vice-présidente en charge du commercial, de Djondo Koffi, Président fondateur d'Asky Airline partenaire d'Ethiopian Airlines, une quarantaine de passagers ont pris place à bord du Boeing 787 Dreamliner en direction de la ville de New-York aux Etats-Unis ouvrant ainsi la liaison aérienne Afrique de l'Ouest et les Etats-Unis. Cette année marque le 70e anniversaire de la compagnie et d'interconnexion aérienne entre les villes africaines. Ce faisant la nouvelle ligne inaugurée doit favoriser le trafic commercial, le tourisme et l'investissement, ce qui apportera la prospérité et créera des emplois entre les Etats-Unis et le Togo, pays potentiellement économique en raison de sa situation géographique au cœur d'un marché régional en pleine expansion rapide. « Le lancement de cette route est une étape très importante pour consolider le Togo en tant que plaque tournante du transport régional majeur, et en fait élève la position de l'aéroport de Lomé auprès du réseau mondial de l'aviation. Il apportera de nouveaux voyageurs à destination de Lomé de toute la sous-région. La nouvelle aérogare de Lomé à la norme des meilleurs aéroports du faisant d'elle, la meilleure de l'Afrique de l'Ouest », a salué David Gilmour l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo. La compagnie Ethiopian Airlines desservira trois fois par semaine New York via Lomé dimanche mardi et vendredi. « La relation établie entre Ethiopian en partenariat avec Asky et l'Etat togolais est exceptionnelle. Elle se repose sur une vision commune et une entente profonde tant sur les objectifs que nous voulons pour notre hub aéroportuaire que pour le développement de nombreuses destinations permettant de renforcer la position de Lomé », a indiqué, Malik Natchaba, directeur général de la Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin (SALT). Ethiopian Airlines vient de recevoir le premier A350 XWB d'Afrique, qui est le premier avion Airbus dans la flotte marquant ainsi une étape importante dans l'histoire de l'industrie de l'aviation africaine. L'aéroport international Gnassingbé Eyadema de Lomé a fait peau neuve aux normes internationales de l'aviation civile d'un montant de 150 millions de dollars environ 75 milliards francs CFA. Comme défis, désormais l'extension de la zone de fret passe de 15.000 à 50.000 tonnes traitées annuellement. D'un autre côté, la nouvelle aérogare de Lomé pourra accueillir 2,5 millions de passagers par an contre 450.000. La nouvelle aérogare devrait aussi coïncider avec l'arrivée de nouveaux acteurs comme Turkish Airlines, Egypt Air et Emirates.

### Réformes économiques et alternance à la tête de l'UTB

#### Patrick Mestrallet luttera contre les scandales d'écritures frauduleuses



Le groupe bancaire Oragroup qui connaît une croissance financière depuis son implantation au Togo en 7 ans a annoncé fin Juin 2016, le départ de son Directeur Général Patrick Mestrallet. A 64 ans, un autre défi s'ouvre à ce chevronné bancaire au Togo, celui du redressement et de la gestion optimum de l'Union Togolaise de Banque (UTB) détenue à 100% par l'Etat togolais (depuis juin 1994). Outre l'ex-Financial Bank, Patrick Mestrallet a déjà dirigé plusieurs institutions bancaires africaines : c'est le cas de Bank of Africa Côte d'Ivoire, CBAO (filiale sénégalaise d'Attijariwafa Bank), Cobaci (Compagnie bancaire de l'Atlantique Côte d'Ivoire, groupe Banque Atlantique) et Banque Atlantique Togo. Depuis quelques années le gouvernement envisage une fusion avec la BICI (Banque togolaise du commerce et de l'industrie), avant une éventuelle privatisation. Rappelons que son nouvel employeur n'avait toujours pas trouvé de preneur lors du processus devant conduire à la privatisation des quatre banques publiques togolaises fin 2001,

## ECONOMIE

## Les déficits de croissances économique :

## Comment l'Afrique se porte-elle?

## Un "Passeport africain" disponible dès le 18 juillet

Le passeport africain unique que l'Union Africaine devrait lancer bientôt ne sera offert qu'aux chefs d'Etat, aux chefs de gouvernements et aux ministres des Affaires Etrangères et les représentants permanents des Etats membres de l'UA à son siège d'Addis-Abeba en Ethiopie. Le milliard de citoyens africains ordinaires devra attendre encore. Ces passeports uniques leur seront remis lors du 27ème Sommet de l'UA prévu du 10 au 18 juillet dans la capitale rwandaise. Leur délivrance devrait ouvrir la voie à l'adoption et à la ratification par les Etats membres de tous les protocoles et lois relatifs à ce futur passeport africain. Cette initiative, lancée en 2014, entre dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA, et vise à faciliter la circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'Union en vue de dynamiser le commerce panafricain, l'intégration du continent et son développement économique. Nkosazana Dlamini Zuma, présidente de la Commission de l'UA, a qualifié cette initiative de "pas résolu vers l'objectif de créer une Afrique forte, prospère et intégrée, entraînée par ses propres citoyens et capable d'occuper la place qui lui revient sur la scène mondiale". Par ailleurs, aucune information sur la date à laquelle ce passeport devrait être délivré aux ressortissants des pays membres de l'union.

## Les Seychelles accueilleront la 23ème Assemblée générale d'Afreximbank du 18 au 24 juillet prochain

A la faveur de cet événement, plusieurs dirigeants politiques et économiques africains, ainsi que les experts internationaux se retrouveront dans divers panels de discussions pendant ces assises, autour du thème principal : "La Nouvelle économie africaine : le commerce intra-africain et l'économie bleue en tant que moteurs de la transformation économique". Sont attendus plusieurs invités de marque dont l'ancien président du Nigéria, Olusegun Obasanjo, le Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, et au moins trois présidents africains en exercice. Les activités associées à cette Assemblée générale annuelle démarreront le 20 juillet, avec deux journées de séminaires qui vont explorer les pistes pour accélérer le développement et la transformation structurelle des économies africaines. Le 22 juillet, se tiendra la rencontre du groupe consultatif d'Afreximbank sur le financement du commerce et le développement des exportations en Afrique. Elle se tiendra avec une table ronde des leaders africains qui débattront sur le commerce intra-africain, en tant que moteur de la transformation économique. Un forum d'investissement suivi de l'ouverture officielle d'une exposition commerciale, sera organisé par le gouvernement seychellois le 21 juillet. Les activités de l'AG prendront fin le 23 Juillet avec la tenue solennelle de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires d'Afreximbank.

## L'Israël vise l'Afrique comme un nouveau partenaire commercial

L'Afrique ce continent riche en ressources énergétiques, humaines, minières, agricoles ne cesse d'attirer les grandes puissances économiques. Ainsi, après la Chine, l'Inde, la Corée du Sud... qui s'acharnent depuis quelques années pour trouver une base commerciale et économique, c'est le tour d'Israël d'étendre ses tentacules en Afrique pour tenter de trouver de nouveaux partenaires commerciaux sur le continent. C'est le but de la tournée du Chef du gouvernement israélien Benjamin Netanyahu qui a entamé le 4 juillet une tournée de quatre jours dans quatre pays dont l'Ouganda, et principalement le Kenya, l'Ethiopie et le Rwanda, trois pays qui enregistrent une forte croissance économique depuis plusieurs années. L'Israël devrait ouvrir à cette occasion des bureaux de l'Agence israélienne pour le développement international. «Cela fait partie d'un effort majeur de notre part pour revenir en Afrique par la grande porte. Cette visite est importante pour les entreprises israéliennes et pour Israël, pour les pays d'Afrique aussi,» a déclaré dimanche M. Netanyahu, en conseil des ministres. M. Netanyahu a annoncé que 11,7 millions d'euros seront consacrés au «renforcement des relations économiques et bilatérales avec les pays africains», sans plus de précision.

## Binta Touré Ndoye remplace Patrick Mestrallet à Orabank



Patrick Mestrallet malgré les excellents résultats à la tête d'Orabank au Togo a laissé son éponge et sera remplacé par sa directrice générale adjointe, Binta Touré Ndoye. Recrutée en tant que Directrice Générale Adjointe du Groupe en 2015, la nouvelle DG de nationalité malienne, est titulaire d'un MBA en Finance et en Économie Internationale et de Développement (University of Central Oklahoma). Elle a effectué la première partie de sa carrière au sein du Groupe Ecobank. Elle a été notamment Directrice Générale d'Ecobank Mali (2007) et en charge des projets stratégiques du Groupe (2013). Le Groupe bancaire est contrôlé par le capital-investisseur panafricain Emerging Capital Partners (ECP). En sept ans, Oragroup a connu une très forte croissance, passant d'une présence dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale à une dimension panafricaine avec des filiales Orabank dans 12 pays répartis sur quatre zones monétaires. Cette forte croissance a notamment été permise par l'acquisition

du réseau des Banques régionales de solidarité (BRS), en 2013. Depuis 2009, la taille du bilan a été multipliée par 7 pour atteindre 1 492 milliards de francs CFA (2,3 milliards d'euros) et les crédits à la clientèle par 8 à 905,2 milliards de francs CFA (1,4 milliard d'euros). Le Groupe compte aujourd'hui 1 650 collaborateurs et plus d'une centaine d'agences. L'Assemblée générale des actionnaires a également validé les comptes du Groupe pour l'exercice qui s'est achevé le 31 décembre 2015. L'ensemble des indicateurs est au vert. Ainsi, le produit net bancaire s'élève à 94,2 milliards de francs CFA (143,6 millions d'euros) et le résultat net à 7,9 milliards de francs CFA, en progression respectivement de 16% et 11 % par rapport à 2014. Le total de bilan (1 492 milliards de francs CFA) affiche quant à lui une augmentation de 21% sur un an tandis que les dépôts (952,3 milliards de francs CFA) et les crédits (905,2 milliards de francs CFA) ont augmenté de respectivement 14 % et 15 % sur la même période. Au Togo, Orabank a racheté la Banque togolaise de développement (BTD) et la Banque régionale de solidarité (BRS).

## La France ne soumet plus les togolais au visa de transit aéroportuaire

Dans le cadre de la révision annuelle des listes nationales d'États tiers soumis au VTA (Visa de transit aéroportuaire) prévue à l'article 3(4) du Code commun des visas, la France a décidé de retirer le Togo de la liste des États tiers soumis au visa de transit aéroportuaire énoncée à l'annexe 7(b) du Manuel pratique des Visas. Ainsi, à compter du 1er juillet 2016, la France ne soumet plus les ressortissants togolais au visa de transit aéroportuaire. Un passager effectuant la liaison Lomé-Paris-Pékin, par exemple, n'aura plus besoin de ce document lors de l'escale à l'aéroport Charles de Gaulle. Jusqu'à présent, le VTA devait être demandé avant le départ auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire français compétent. Désormais, seule une demande de visa pour la destination finale sera nécessaire. Ces nouvelles dispositions concernant les passagers voyageant sur Air France au départ de Lomé.

## ECONOMIE ET DÉVELOPPEMENT

Récipissé N°0494/08/04 HAAC

Directeur de Publication  
Joseph GADAH  
(228) 90 30 85 10

Rédaction  
Joseph  
Ghislain  
Raissa

Imprimerie  
La Colombe

Infographie  
Katherin AFANOU-A.  
(228) 92 10 17 99

## DEVELOPPEMENT PUDC, une réponse aux urgences du développement en 06 mois !



« Le PUDC est une réponse aux attentes du peuple togolais », a déclaré le Président Gnassingbé, à New York en février dernier. Ce vaste programme qui prend en charge les priorités socioéconomiques des populations à la base a été lancé le 30 juin par le président de la république à Mandouri (640 Km de la capitale), une ville du Nord du Togo où la pauvreté sévit lamentablement (69 personnes sur 100 vivent en dessous du seuil de pauvreté). D'un montant total estimé à 155 147 034 112 FCFA (environ 258 millions de dollars) sur 3 ans, dont 30 millions dollars rien que pour 2016, le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) prévoit, entre autres, une aide aux populations rurales et vulnérables du pays qui constituent près de 62% de la population du Togo. Soutenu par le PNUD, le PUDC sera exécuté sur la période 2016-2018 et ciblera les populations rurales et semi-urbaines vulnérables. Il prévoit d'améliorer l'offre des services sociaux de base et d'impliquer les populations dans le développement économique et social de leur localité. Le PUDC comprend quatre volets majeurs dont le développement des infrastructures socio-économiques de base, le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux, le développement de l'entrepreneuriat rural et la création d'un système de géolocalisation des infrastructures. L'aspect qui a le plus séduit le PNUD, selon le Sénégalais Abdoulaye Mar DIEYE, Directeur du Bureau régional pour l'Afrique au PNUD, porte sur le délai très court d'exécution du PUDC. « C'est un programme d'urgence qui est une première après celui du Sénégal. L'intérêt de ce programme repose sur le fait que les résultats seront visibles en moins de six (6) mois. En Afrique le développement est une course de marathon que nous

devons courir avec un mental de sprinter ». « Le Togo a fait beaucoup d'efforts qui le situent à un niveau de croissance économique appréciable de l'ordre de 5 à 6%. Mais malgré ce taux de croissance, les secteurs sociaux ont été relativement peu privilégiés et il y a sur le terrain des zones et des catégories de populations qui n'ont pas du tout profité de cette croissance », avait indiqué Mme Khardiata Lo N'diaye, la Représentante du PNUD au Togo. Signe de l'intérêt que le gouvernement porte à cette initiative, plusieurs ministres et experts avaient sillonné l'ensemble du territoire pour recueillir les avis et les besoins des populations. Reprenant les grandes lignes de la SCAPE (Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi) du Togo, le PUDC prévoit à terme la construction d'au moins 1 600 salles de classes (par an), la poursuite de l'électrification en milieu rural dans tous les chefs-lieux de cantons et la construction de 5 000 logements sociaux par an entre 2015 et 2020. Le programme favorisera également un meilleur accès aux soins de santé dans les milieux défavorisés à travers le renforcement des infrastructures et équipements. Dans la même perspective, le Gouvernement entend amplifier le programme des transferts monétaires au bénéfice des femmes enceintes d'au moins 3 mois, aux mères et tuteurs des enfants de 0 à 24 mois ainsi qu'aux mères et tuteurs des enfants de 24 à 59 mois, atteints de malnutrition sévère et aiguë. De même des activités génératrices de revenus seront développées par les associations communautaires ou groupements de femmes et de jeunes des zones cibles. « La meilleure façon de mettre en œuvre le projet PUDC, c'est d'entrer en partenariat avec les autres institutions à savoir la Banque mondiale, la Banque islamique de développement... Et dans ce sens, le PNUD était disposé à aider le gouvernement togolais à mobiliser ces partenaires pour la réussite du programme », avait promis l'administratrice du PNUD, Mme Helen Clark en février. Le président de la république est convaincu du succès de ce projet si la cohésion sociale est maintenue dans le strict synonyme de croissance ; « Je suis convaincu que le premier facteur de cohésion sociale c'est l'inclusion sociale. Nous devons tout mettre en œuvre pour une croissance effective et inclusive. Une croissance qui ne laisse personne sur le côté et qui touche tous les territoires de notre pays », a plaidé le Chef de l'Etat devant les populations de Mandouri souhaitant que des actions à impacts rapides soient menées pour atteindre le résultat escompté. Une autre caractéristique à laquelle tient beaucoup Faure Gnassingbé au succès de ce programme ; « C'est celle d'impliquer les bénéficiaires que vous êtes. Nous sommes venus vous consulter pour identifier vos besoins. Et c'est avec ce que vous nous avez dit que nous avons élaboré ce programme. Il sera une réussite si vous vous l'appropriez et vous le mettez en œuvre avec nous », a-t-il lancé aux populations lors du lancement. Après le lancement de la première phase à Mandouri, la phase 2 du PUDC est lancée le jeudi 7 juillet dans le canton de Zanguera. Cette cérémonie est couplée avec la réception des châteaux d'eau réalisés dans le cadre du projet d'urgence de réhabilitation des infrastructures et des services électriques (PURISE), un projet financé à Lomé et ses périphéries par la Banque mondiale et le Fonds de l'environnement mondial (FEM).

### Suite page 2

début 2012. Et pour cause, l'Etat ne voulant pas vendre à perdre, arguant que l'offre des potentiels acquéreurs était en deçà des « premières bases de discussions ». D'où l'idée d'une probable fusion avec la BTCI, opération qui selon le FMI serait trop plus coûteuse. Ainsi a-t-il recommandé que soit mis en œuvre un plan de vente des actifs et de transfert des passifs, ce qui est « l'option de résolution la moins coûteuse, à environ 1 pour cent du PIB ». Créée en 1964 sous forme de société d'économie mixte, l'UTB dispose, à ce jour, d'un capital social de 10.000.000.000 de F CFA. Au 31 décembre 2015, elle présente un total bilan de 241 milliards de F CFA, et revendique un réseau de 46 points agences. Patrick Mestrallet va s'atteler à redresser les quelques brebis galeuses de la banque qui ont ce vilain plaisir de soutirer de l'argent sur les comptes des clients. On se rappelle, suite à un contrôle interne, il a été découvert que des employés indéliçats ont passé des écritures frauduleuses sur les comptes internes de la banque à leur profit. Les quatre employés appréhendés sont, pour la plupart, des chefs d'agence avec une expérience de 20 ans pour certains dans la boîte : Le 04 février 2016, les sieurs Kponyo Kwame et Aziamoe Kodjovi Mawuéna, respectivement Directeur des Engagements et Directeur Administratif et Financier déposent une plainte auprès du Procureur de la République contre 4 agents de la banque pour détournements de fonds. « Monsieur le Procureur de la République. L'Union Togolaise de Banque (UTB), Société Anonyme au capital de Dix milliards (10 000 000 000) de francs S.A, ayant son Siège Social à Lomé, Boulevard du 13 janvier, BP 359 Lomé Togo, représentée par son Directeur Général, Monsieur Yaovi Attigbé IHOU, vient par la présente porter plainte entre vos mains contre les nommés Idrissou-Traoré Mohamed, Fiawomo Komi Wobubé, Tchassao Izotou et Maganawé Essohana. En effet, les sieurs Idrissou-Traoré Mohamed, Fiawomo Komi Wobubé, Tchassao Izotou et Maganawé Essohana, employés de notre banque ont détourné au préjudice de la dite banque d'importantes sommes d'argent. Les recherches se poursuivent pour l'évaluation de l'étendue du préjudice subi par l'UTB. Les sieurs Idrissou-Traoré Mohamed, Fiawomo Komi Wobubé, Tchassao Izotou et Maganawé Essohana sont actuellement entre les mains de la Gendarmerie Nationale ». Peut-on lire dans la plainte déposée auprès du Procureur de la République. Le lendemain, c'est-à-dire le 05 février, une seconde lettre toujours signée des deux responsables (fac similé) est adressée au Procureur de la République, avec cette fois-ci la précision du montant détourné, même s'il n'est pas encore exhaustif. « Monsieur le Procureur de la République, Nous avons l'honneur de revenir vers vous dans l'affaire visée en marge et pour laquelle l'Union Togolaise de Banque (UTB) a porté plainte entre vos mains le 04 février 2016 contre Messieurs Idrissou-Traoré Mohamed, Fiawomo Komi Wobubé, Tchassao Izotou et Maganawé Essohana pour détournement de deniers à notre préjudice pour vous informer que les investigations se sont poursuivies et à la date d'aujourd'hui, le montant provisoire des opérations frauduleuses se chiffre à trois cent quarante-quatre millions huit cent trente mille cinq cent vingt-sept ( 344 830 527) Francs CFA. D'autres cas de scandale ont récemment fait la une des journaux, sans citer tous ces jeunes employés indéliçats qui détournent les fonds et se retrouvent de l'autre côté de l'océan. La problématique de la gestion des banques et des établissements publics au Togo, avec en toile de fond la responsabilité des premiers responsables, les failles dans l'audit interne et la complaisance à tous les niveaux de gestion doit sérieusement interpellées les premières autorités du pays.



## AVIS D'INVITATION A SOUMISSIONNER

Réf : Recrutement des Cabinets/Bureaux d'Etudes pour la supervision et le contrôle des travaux de réhabilitation et construction des pistes rurales dans les régions : Centrale, Kara, Maritime, Plateaux, Savanes dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC)

RFP/PUDC/001/06/2016



1. Le Programme des Nations Unies (PNUD) pour le développement - Bureau Togo, sollicite par le présent avis des propositions de la part de tous les candidats intéressés, pour le recrutement des Cabinets/Bureaux d'Etudes en vue de la supervision et le contrôle des travaux de réhabilitation et construction des pistes rurales y compris les ouvrages d'accompagnement dans les cinq régions du Togo : Centrale, Kara, Maritime, Plateaux, Savanes. Ces travaux s'inscrivent dans la Composante 1 : Infrastructures et services sociaux de base du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) financé par le Gouvernement du Togo et ses partenaires.

2. La supervision et le contrôle des travaux sont organisés ainsi qu'il suit :

### RFP/PUDC/001A/06/2016 : Région CENTRALE

Les travaux à superviser sont répartis en trois (03) lots indépendants

Lot 1: Kousountou- Balanka-Fre Bénin: 19 km  
Lot 2: Balanka – Kouloumi: 18,2 km  
Lot 3: Tchamba - Krikri - Kazakalé - Fre Bénin: 31 km

### RFP/PUDC/001B/06/2016 : Région de la KARA

Les travaux à superviser sont répartis en quatre (04) lots indépendants

Lot 1: Alloum - Broukou - Namon : 20 km  
Lot 2: Namon - Guérin Kouka : 25 km  
Lot 3: Guérin Kouka - Kidjaboum : 20 km  
Lot 4: Kidjaboum - Katchamba : 14,7 km

### RFP/PUDC/001C/06/2016 : Région MARITIME

Les travaux à superviser sont répartis en quatre (04) lots indépendants

Lot 1: Davié (RN 1) - Assomé - Noépé (RN 5): 23.95 km  
Lot 2: Assahoun (RN 5) - Gapé Kpédzi : 15 km  
Lot 3: Gapé Centre - Agbélouvé (RN 1) : 10 km  
Lot 4: Agbélouvé (RN 1) - Zafi - Ahépé (RN 4): 28 km

### RRFP/PUDC/001D/06/2016 : Région des PLATEAUX

Les travaux à superviser sont répartis en quatre (04) lots indépendants

Lot 1: Kamina-Wadanyi-Kpalavé-Ayagba-Kotora-Kougnohou PK 00 au PK 21+500: (21,5 km)  
Lot 2: Kamina-Wadanyi-Kpalavé-Ayagba-Kotora-Kougnohou du PK 21+500 AU PK 43 + 00 (21,5 km)  
Lot 3: Wadanyi-Kabanyi: 10 km  
Lot 4: Sérégbéné-Danyigan, Jonction Kpalavé-Kotora: 14 km

### RFP/PUDC/001E/06/2016 : Région de SAVANES

Les travaux à superviser sont répartis en cinq (05) lots indépendants

Lot 1: Tandjouaré - Bogou - Yembour - Fre Ghana : 20 km  
Lot 2: Nano-Doré- Warkambou- Fre Ghana (PK 0+00 au PK 20+00) + Piste Nano-Bagou 8 KM: Total 28 km  
Lot 3: Nano- Doré-Warkambou- Fre Ghana + piste du PK 20+00 au PK 46+00: 26 km  
Lot 4: Dapaong - Karssome - Djabargou - Yanyane - Lotougou: 22 km  
Lot 5: Sintoti - Bianbouri - RN 1: 20,71 km

Un (1) cabinet/Bureau d'études peut soumettre des offres pour toutes les régions mais ne peut être retenu que pour une seule région.

3. La durée des travaux des entreprises est estimée entre six et huit mois.

4. Toutes les conditions/exigences des cinq (5) Invitations à soumissionner (RFP) sont détaillées dans les dossiers accessibles en ligne à l'adresse précisée

au point 6 du présent avis.

Pour être qualifiés, les soumissionnaires doivent remplir les exigences minimales décrites dans les Invitations à soumissionner. Les exigences de qualification comprennent entre autres :

- les conditions légales du Cabinet/Bureau ;
- la situation financière du Cabinet/Bureau ;
- l'expérience du Cabinet/Bureau ;
- la méthodologie d'exécution de la mission/tâches ;
- la disponibilité, la qualification et l'expérience du personnel dédié à la mission ;
- la disponibilité du matériel minimum requis pour l'exécution de la mission.

Les principaux critères d'évaluation sont également clairement mentionnés. Veuillez lire attentivement les instructions fournies dans les dossiers.

5. Les candidats désireux de soumissionner peuvent télécharger les dossiers complets sur le site web du PNUD à partir du jeudi **23 Juin 2016** à l'adresse suivante : <http://procurement-notice.undp.org/index.cfm> ou les retirer, entre 9 h et 12 h et entre 15 h et 17 h, heure TU, de lundi à vendredi (contre une rame de papier) à l'adresse ci-dessous :

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-Réception  
40, Avenue des Nations Unies  
Lomé, Togo

**Tél. : +228 22 21 20 22 / 22 21 20 08**

**Fax : +228 22 21 16 41**

6. Chaque soumission doit être déposée main à main sous pli fermé comprenant un original et deux copies, avec la mention écrite suivante sur l'enveloppe, selon les cas :

RFP/PUDC/001A/06/2016 : Région CENTRALE. Recrutement des Cabinets/Bureaux d'Etude pour la supervision et le contrôle des travaux de construction des pistes rurales dans la région CENTRALE dans le cadre du PUDC.

RFP/PUDC/001B/06/2016 : Région de la KARA. Recrutement des Cabinets/Bureaux d'Etude pour la supervision et le contrôle des travaux de construction des pistes rurales dans la région KARA dans le cadre du PUDC.

RFP/PUDC/001C/06/2016 : Région MARITIME - Recrutement des Cabinets/Bureaux d'Etude pour la supervision et le contrôle des travaux de construction des pistes rurales dans la région MARITIME dans le cadre du PUDC.

RFP/PUDC/001D/06/2016 : Région des PLATEAUX Recrutement des Cabinets/Bureaux d'Etude pour la supervision et le contrôle des travaux de construction des pistes rurales dans la région PLATEAUX dans le cadre du PUDC.

RFP/PUDC/001E/06/2016 : Région de SAVANES. Recrutement des Cabinets/Bureaux d'Etude pour la supervision et le contrôle des travaux de construction des pistes rurales dans la région SAVANES dans le cadre du PUDC.

Toutes les offres devront être déposées au plus tard le **22 Juillet 2016 à 15h 00mn TU**. Les offres remises après la date/heure indiquée dans le dossier ne seront pas acceptées. Veuillez lire attentivement les invitations à soumissionner (RFP) et suivre scrupuleusement les instructions fournies.

7. Le PNUD ne sera pas responsable des frais engagés par les soumissionnaires dans le cadre de la collecte, la préparation ou la soumission des propositions. Le dépôt n'entraîne aucun engagement du PNUD vis-à-vis du soumissionnaire. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant la période indiquée dans les Invitations à soumissionner comme spécifié dans les dossiers.

8. La période estimée pour la notification de l'attribution des missions de contrôle/supervision est **août/septembre 2016**.

## Le Togo améliore son Indice de la Performance Logistique



La Banque Mondiale a publié son rapport 2016 sur l'indice de la performance logistique (LPI). Il se situe dans le cadre de l'analyse comparative des pays en matière de commerce et compétitivité. Il est également utilisé par la Fondation «Heritage Foundation» dans le cadre du rapport sur la Liberté économique. Le Togo progresse de 47 places passant de 139ème rang /160 au 92ème rang, juste derrière les grandes économies comme le

Ghana (88ème) et Nigéria (90ème) et devant la Côte d'Ivoire (95ème), le Bénin (115ème) et le Sénégal (132ème). Au niveau sous-régional, le pays se classe en 2ème position dans la Zone Uemoa et 4ème de la Zone CEDEAO. Publié tous les deux ans, l'analyse du classement global 2016 fait ressortir que notre pays a progressé de 47 places passant de 139ème rang /160 au 92ème rang, juste derrière les grandes économies comme le Ghana (88ème) et Nigéria (90ème) et devant la Côte d'Ivoire (95ème), le Bénin (115ème) et le Sénégal (132ème). Le pays a en effet enregistré des avancées sur tous les six indicateurs avec une percée importante sur l'indicateur « Rapidité : mesurée par les délais de transmission des expéditions aux transitaires ou du délai attendu de livraison des marchandises au port » sur lequel le pays est passé de 140ème rang au 76ème rang soit une progression de 64 places. Au niveau sous-régional, le Togo se classe 2ème de la Zone UEMOA et 4ème de la Zone CEDEAO. Cette progression remarquable s'explique par les investissements lourds opérés ces deux dernières années par le pays dans le secteur portuaire, notamment avec la mise en place du Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE). Il vient en outre confirmer d'une part la vision du pays marquée par son ambition de devenir un hub logistique et d'autre part l'avantage comparatif qu'il offre désormais en la matière. Pour rappel, « L'indice de performance logistique (publié tous les deux ans) est un outil interactif d'analyse comparative, basé sur une enquête mondiale des opérateurs sur le terrain (transitaires et transporteurs express mondiaux), fournissant une rétroaction sur la logistique des pays dans lesquels ils opèrent et ceux avec lesquels ils font le commerce. Ils combinent une connaissance approfondie des pays dans lesquels ils opèrent avec des évaluations qualitatives d'autres pays où ils font le commerce et de l'expérience de l'environnement mondial de la logistique. Il comprend six indicateurs principaux définis comme suit : 1. « Douanes » : mesurées par l'efficacité des formalités douanières et de la gestion des frontières ; 2. « Infrastructures » mesurées par la qualité des échanges et des infrastructures de transport ; « Facilité d'organiser des expéditions » : mesurée par la facilité d'organiser des expéditions à des prix compétitifs ; 3. « Qualité des services de logistique » : mesurée par la compétence et la qualité de la logistique des services de camionnage, d'expédition et de courtage en douane ; 4. « Suivi et traçabilité » : mesuré par la capacité de suivre et de retracer les envois ; 5. « Rapidité » : mesurée par la fréquence à laquelle les expéditions parviennent aux consignataires ou les délais attendus de livraison.

## 2,2 milliards de bénéfices engrangés pour Asky en 2015

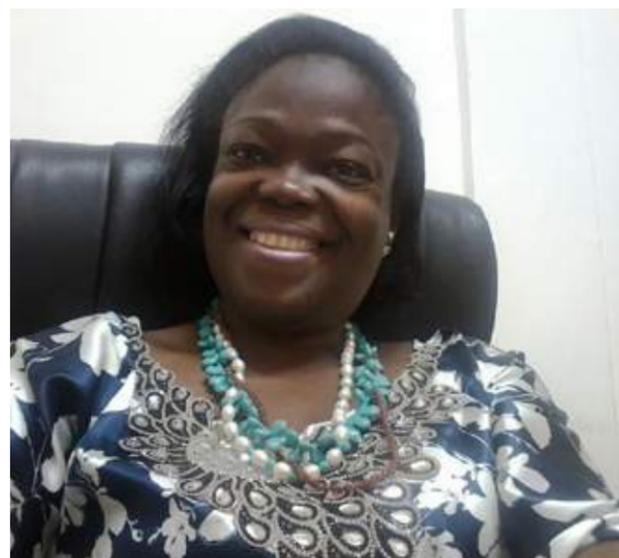


2,2 milliards de FCFA, c'est le bénéfice qu'Asky tire de son exercice 2015. L'annonce a été faite à la presse par le Président du conseil d'administration (PCA) de la compagnie, M. Gervais Koffi Djondo. L'entreprise, qui a connu, selon M. Djondo, des pertes tournant autour de 25 milliards de FCFA sur les cinq dernières années, retrouve enfin donc du sourire. Ceci conformément aux prévisions faites déjà à la création de la structure. Cette belle note s'explique. Selon le directeur d'Asky, Henok Teferra, ce bon résultat est dû au nombre record de passagers transportés par la compagnie, au dévouement du personnel et surtout au partenariat établi avec Ethiopian Airlines. « En terme de performance et de ponctualité, en moyenne 80% de nos vols ont aboutis pendant l'année. A travers nos sondages réguliers, nous remarquons que 89% de nos clients sont satisfaits de nos services. 2015 a été donc une année positive et nous sommes confiants que 2016 également le sera », a-t-il précisé. Le temps n'est, tout de même pas au repos. « Nous avons le souci d'améliorer la queue de nos clients. Étant donné que nous sommes une compagnie commerciale et que nous dépendons de notre clientèle qui, in fine, paye nos salaires et permet à la compagnie d'être viable, nous avons l'obligation d'offrir le meilleur service possible », souligne M. Teferra. Des efforts seront faits, selon le président du conseil d'administration de la compagnie pour continuer à améliorer la qualité du service rendu. Il a annoncé également la fin de la crise qui a récemment secoué la structure. « Nous avons eu quelques problèmes avec nos pilotes. Ce qui a entraîné des annulations de vols et des retards. Nous adressons nos regrets et présentons nos excuses à tous les passagers qui ont subi des torts. Nous poursuivons nos investigations. Nous ne laisserons pas faire le jeu », a-t-il lancé. De nouvelles ambitions sont au programme d'Asky. L'augmentation des destinations est annoncée. Des échanges seraient menés avec la Mauritanie, le Cap Vert, et la France dans ce sens.

### L'INVITÉ DU JOURNAL

## AWILI Prénom, Coordinatrice du Programme National de Développement de la Plateforme Multifonctionnelle au Togo (PTFM)

### « À ce jour le Togo compte 192 PTFM installées sur toute l'étendue du territoire »



Lancée en 2011 par le Chef de l'Etat Togolais à Gapé-Dzaticpo (Préfecture de Zio) pour combler le manque de la source d'énergie électrique dans les milieux ruraux, la plateforme multifonctionnelle tend à révolutionner essentiellement le processus de développement économique des villages. Cinq ans après la phase pilote, la Plateforme constitue une réponse appropriée à l'allègement des corvées des femmes en milieu rural dans le cadre d'une approche sociale et économique intégrée. Et justement, l'enjeu principal du programme national d'extension de la PTFM au Togo est de servir de levier d'accélération, à travers une dynamique de développement local, du rythme à la réduction de la pauvreté. La Plateforme Multifonctionnelle touche les différentes couches sociales du village en fournissant une source d'énergie abordable et permet de donner une impulsion importante aux différents domaines économiques et sociaux du monde rural (transformation agroalimentaire, irrigation, santé, éducation, artisanat traditionnel et mécanique...). La rédaction du journal « Economie et Développement » s'est entretenue avec AWILI Prénom, Coordinatrice du Programme National de Développement de la Plateforme Multifonctionnelle au Togo sur les enjeux de ce nouvel outil de développement à la base.

### Eco-Dev : Que doit-on comprendre du programme national de la plateforme multifonctionnelle au Togo ?

Comme on le remarque, la pauvreté au Togo reste un phénomène principalement rural. En plus de cela, les

populations rurales sont affectées par le phénomène de la pauvreté énergétique qui constitue un obstacle à l'implantation des outils modernes de transformation des produits agricoles. Cette dimension de la pauvreté constitue un réel frein au développement local, par la sous valorisation des productions locales. Ainsi donc, l'ampleur de la pauvreté en milieu rural se voit accentuée par le manque de services énergétiques. Le programme national de la PTFM a donc été proposé par l'Etat togolais comme l'une des réponses pour palier à cet état de fait. Ce programme a été lancé par le Chef de l'Etat en mai 2011 pour un objectif de 1000 Plateformes multifonctionnelles (PTFM) à l'horizon 2018. C'est un programme qui couvre toute l'étendue du territoire et qui est géré par une Cellule de coordination travaillant en étroite collaboration avec des Agences de Relais Locales qui sont l'ONG PASYD, AGAIB centrale, PADES et RAFIA. C'est bien évidemment un programme qui cadre parfaitement avec le projet social du Chef de l'Etat et qui va contribuer également à la réalisation des Objectifs du Développement Durables (ODD), notamment les objectifs 1 (Pas de pauvreté), 5 (Egalité entre les sexes), 7 (Energie propre et d'un coût abordable) et 8 (Travail décent et croissance économique).

### **Quelle importance revêt la plateforme multifonctionnelle pour les populations ?**

L'importance de la plateforme multifonctionnelle n'est plus à démontrer. En fournissant une source d'énergie qui est d'ailleurs d'un coût abordable, la PTFM permet de donner une impulsion importante aux différents domaines économiques et sociaux du monde rural ; c'est un outil qui participe énormément à la lutte contre la pauvreté. Au plan social la PTFM contribue à l'allègement des travaux domestiques pénibles des femmes, participe à l'amélioration de l'éducation de la jeune fille étant donné que les filles sont libérées des tâches domestiques pénibles pour lesquelles elles étaient sollicitées, offre des services sociaux de base sur place, favorise une dynamique d'organisation avec création des emplois. Au plan économique la PTFM crée les conditions de valorisation du potentiel économique. Au plan financier la PTFM génère des revenus supplémentaires, favorisant ainsi le développement de l'épargne et les capacités d'autofinancement. Et je dirai que le concept de la plate-forme Multifonctionnelle est une réponse appropriée aux contraintes du monde rural.

### **Au lancement du programme en 2011, il était prévu l'installation de 1000 ptfm à l'horizon 2018, après cinq années de mise en œuvre du programme quel bilan dressez-vous ?**

Effectivement au lancement du programme, il avait été annoncé 1000 plateformes multifonctionnelles à l'horizon 2018. Sur les 1000, la BOAD s'était engagée à financer 200 et sur ce financement exécuté par le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB), 100 PTFM sont déjà installées et une centaine est en cours d'exécution. Le PNUD s'est particulièrement investi à la phase pilote et accompagne l'Etat chaque année dans la gestion du programme. Il y a l'Ambassade de Suisse qui a financé 2 Plateformes. Et puis, en synergie d'action avec le Groupe Bolloré, il a été installé une plateforme solaire avec réseau d'adduction d'eau potable simplifiée (elle est située dans la blue zone à cacaveli). A ce jour le Togo compte 192 PTFM installées sur toute l'étendue du territoire avec une Plateforme solaire munie d'une adduction d'eau potable et un micro réseau électrique. C'est l'occasion de faire appel à tous les partenaires techniques et financiers, aux sociétés d'Etat et entreprises privées pour soutenir les activités du programme pour le mieux-être des populations rurales notamment les femmes des zones enclavées.

### **Quelles sont les innovations introduites dans l'installation des plateformes multifonctionnelles ?**

La principale innovation que nous voulons introduire dans l'installation des PTFM est la transition vers les Energies Renouvelables : la principale source d'énergie utilisée jusqu'ici sur les PTFM est le gasoil ; or l'accroissement exponentiel de nos besoins en énergie, l'amointrissement continu des réserves d'énergie fossile, en particulier le pétrole et le gaz, ainsi que l'impact de leur utilisation sur l'environnement, nous impose d'opter pour la promotion et le développement des énergies renouvelables et propres. A cet effet le PN-PTFM prévoit l'installation de 300 PTFM solaires dont 287 PTFM qui fonctionnent à 100 % avec l'énergie solaire ; 10 PTFM hybrides fonctionnant à la fois avec le gasoil et le biogaz à titre expérimental et 3 PTFM hybrides (diésel / biocarburant) toujours à titre pilote ; le raccordement de 25 PTFM à un micro réseau électrique, le raccordement de 5 PTFM solaires à un micro réseau électrique ; le raccordement de 15 PTFM à des mini - réseaux d'adduction d'eau potable simplifiés ;

### **Quels sont les critères de choix des villages bénéficiaire d'une ptfm ?**

La sélection des villages pour obtention d'une plateforme multifonctionnelle repose sur un certain nombre de critères : la vulnérabilité de la communauté : On regarde le niveau d'enclavement par rapport au réseau électrique conventionnel et au programme d'électrification rurale. Il s'agit des localités situées dans des zones enclavées et défavorisées, en termes d'accès aux services sociaux de base, tels que l'électricité et l'eau potable par exemple. La densité démographique de la localité (population comprise entre 500 et 2000 habitants) : le programme cible les villages dont la taille de la population est comprise entre 500 et 2000 habitants. Les potentialités économiques de la zone : le choix est porté sur les localités où on note une forte disponibilité des produits agricoles, une importance des besoins en transformation et une forte demande des services énergétiques. L'engagement de la communauté à contribuer à l'acquisition de la plateforme : l'adhésion de la communauté bénéficiaire est un facteur de réussite. Il est demandé aux bénéficiaires de contribuer par la construction de l'abri qui doit abriter la plateforme. Le Groupement demandeur doit être légalement constitué et structuré : Prioritairement il s'agit des groupements féminins. Ils doivent disposer de leurs statuts, règlement intérieur et du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive du groupement.

### **Quels sont les effets induits par la ptfm sur les bénéficiaires ?**

La présence de la PTFM au cœur du village, constitue non seulement un véritable levier de développement socio-économique des communautés rurales, mais aussi et surtout, un puissant outil de promotion de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. Les changements sont perceptibles sur tous les plans ; on note : la disponibilité des services énergétiques impliquant la réduction des travaux manuels et épuisants chez les femmes et les jeunes filles, le gain de temps par les femmes ; ce qui favorise le développement des AGR, l'augmentation des revenus des femmes (de 500 à 300 000 f), avec pour incidence heureuse l'amélioration des conditions de vie des ménages (alimentation, éducation, santé, etc.), l'accès des femmes aux micro- crédits grâce aux bénéfices générés par la plateforme (5000 à 30 000 f pour financer leurs AGR), Création de nouvelles entreprises et des emplois (au moins 2000 emplois directs et emplois indirects sont créés en ce moment au tour des entreprises PTFM), l'amélioration du statut de la femme au sein du ménage et de la communauté, l'amélioration de la participation des femmes à la prise de décision et au débat démocratique, la création des emplois directs et indirects (au moins 2000 emplois créés emplois directs et emplois indirects créés en ce moments autour des entreprises PTFM), le renforcement de la cohésion sociale et de l'entraide féminin, l'amélioration des rapports hommes et femmes.

### **Quels sont les défis du programme à relever ?**

L'introduction des sources d'énergies Renouvelables sur les PTFM: le Togo regorge de ressources en énergies renouvelables diversifiées et abondantes : solaire, hydraulique, biomasse, éolien, etc. Malheureusement, cet énorme potentiel est encore largement sous exploité. Il se fait que nous devons éviter les conséquences catastrophiques des changements climatiques en investissant pleinement dans les énergies ; L'alphabétisation des membres : C'est un outil indispensable pour assurer la participation efficace des femmes, l'appropriation et la pérennisation des acquis du projet.

La promotion des AGR rentables et l'entrepreneuriat rural : il s'agit d'inscrire la Plateforme dans la dynamique de développement économique local. Il faut renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes gestionnaires des PTFM dans la transformation des produits locaux, la fabrication de glace, la recherche de débouchés et des partenaires commerciaux etc. Il est question donc de doter les exploitants des outils nécessaires pour une gestion efficace et efficiente des AGR et micro- entreprises autour des PTFM. La mobilisation des ressources financières : le passage à l'échelle du programme ainsi que l'impératif de promotion et de vulgarisation des énergies propres sur les entreprises PTFM, nécessitent un financement conséquent.



# FOIRE MADE IN TOGO

Du 22 Juillet au 2 Août 2016

AU CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME  
"TOGO 2000"

BP 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 26 40 31 / 22 35 07 27 Fax:(00228) 22 26 17 54  
Site web: [www.cetef.tg](http://www.cetef.tg) E-mail: [ceteflome@cetef.tg](mailto:ceteflome@cetef.tg) / [cetefcommunication@gmail.com](mailto:cetefcommunication@gmail.com)